

L'ABONDANCE : PROMESSE POLITIQUE OU ILLUSION TECHNOCRATIQUE ?

Jérôme Guedj

11/03/2026

Alors que le livre *Abundance* d'Ezra Klein et de Derek Thompson vient d'être publié en français¹, le député Jérôme Guedj donne sa vision de cette théorie de l'« abondance ». Selon lui, l'avenir de la gauche ne se jouera ni dans la célébration naïve de la croissance ni dans la résignation à la pénurie, mais dans sa capacité à concilier puissance publique régulatrice garante de l'intérêt général, justice sociale et transition écologique.

La théorie de l'« abondance », popularisée aux États-Unis par Ezra Klein et Derek Thompson, part d'un constat qui mérite d'être entendu : les démocraties contemporaines souffrent moins d'un excès de promesses sociales que d'une incapacité croissante à produire des résultats tangibles. Logements, infrastructures, énergie, services publics essentiels : trop souvent, les politiques publiques peinent à délivrer concrètement ce qu'elles promettent. Cette impuissance nourrit la défiance démocratique et ouvre un espace politique aux entrepreneurs de ressentiment.

De ce point de vue, l'intuition centrale du courant dit de l'« abondance agenda » est stimulante : remettre la question de la production – produire plus de logements, plus d'énergie propre, plus d'infrastructures – au cœur du projet progressiste. L'idée séduit aujourd'hui une partie du Parti démocrate américain et constitue une tentative de renouvellement idéologique d'un camp en quête de récit mobilisateur. Il serait cependant dangereux de transformer cette intuition en doctrine simplificatrice. Car la notion d'abondance recouvre en réalité plusieurs ambiguïtés politiques majeures.

La première tient au risque d'un glissement technocratique. En centrant le diagnostic sur les blocages administratifs, les normes ou les procédures, la théorie de l'abondance tend à réduire les difficultés contemporaines à des problèmes d'ingénierie publique. Or les obstacles à la production ne sont pas seulement bureaucratiques : ils sont aussi politiques, économiques et sociaux. Les pénuries de logements, d'énergie ou de services ne résultent pas uniquement d'un empilement de

normes ; elles sont également liées à des rapports de pouvoir, à des rentes économiques ou à des stratégies de captation de valeur. Penser l'abondance sans penser ces rapports de force revient à ignorer une part essentielle de l'économie politique contemporaine.

La seconde ambiguïté concerne la place de l'État. Les promoteurs de l'abondance défendent un État capable de produire davantage tout en simplifiant les règles et en facilitant l'investissement privé. Mais cette ligne de crête est politiquement instable. À force de dénoncer les blocages réglementaires, certains discours sur l'abondance peuvent glisser vers une rhétorique bien connue : celle selon laquelle l'efficacité économique supposerait d'affaiblir les protections sociales, environnementales ou syndicales. La frontière entre un État stratège qui construit et un État qui se retire au profit du marché peut alors devenir floue.

La troisième limite tient à la question écologique. Les défenseurs de l'abondance ont raison de rappeler que la transition climatique suppose des investissements massifs dans les infrastructures, les technologies et les capacités industrielles. Mais la promesse d'une croissance illimitée portée par la technologie ne peut ignorer les limites physiques de la planète. L'enjeu n'est pas simplement de produire plus ; il est de produire autrement, de produire ce qui est nécessaire et soutenable.

Cette réflexion sur l'abondance gagnerait également à intégrer la notion de sobriété. Trop souvent caricaturée comme une politique de restriction ou de renoncement, la sobriété peut au contraire être comprise comme une orientation rationnelle de la production et de la consommation vers les usages réellement utiles. Dans un monde contraint par les limites écologiques, l'enjeu n'est pas seulement d'accroître l'offre de biens et d'infrastructures, mais de hiérarchiser collectivement les priorités. Produire davantage de logements accessibles, d'énergies décarbonées ou de transports collectifs suppose peut-être, symétriquement, de produire moins de ce qui alimente les gaspillages matériels et énergétiques. La sobriété ne s'oppose donc pas nécessairement à l'abondance : elle en constitue la condition politique et écologique, en orientant l'effort productif vers les biens essentiels plutôt que vers l'accumulation indifférenciée. Si l'abondance est le cheval de Troie d'un consumérisme débridé et alimenté par l'influence algorithmique, alors sans moi !

Enfin, la théorie de l'abondance pose implicitement une question démocratique : qui décide de ce que nous devons produire davantage ? L'abondance ne peut pas être seulement un programme d'ingénierie administrative conçu par des experts ou des décideurs économiques. Elle doit s'inscrire dans une délibération collective sur les besoins prioritaires de la société : logement, santé, éducation, transition écologique, infrastructures territoriales.

Pour la gauche européenne – et singulièrement française –, le débat est donc moins de savoir s’il faut choisir entre rareté et abondance que de déterminer quelle abondance nous voulons construire. Une abondance qui corrige les inégalités plutôt que de les amplifier. Une abondance compatible avec les impératifs écologiques. Une abondance démocratiquement débattue et socialement partagée.

La question posée par Klein et Thompson mérite en réalité d’être reformulée : non pas seulement « comment produire davantage », mais comment organiser politiquement la production des biens essentiels dans une société démocratique, sociale et écologique.

L’avenir de la gauche ne se jouera ni dans la célébration naïve de la croissance ni dans la résignation à la pénurie ou l’illusion décroissante. Il se jouera dans sa capacité à concilier puissance publique régulatrice garante de l’intérêt général, justice sociale et transition écologique.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Ezra Klein et de Derek Thompson, *Abondance*, Paris, Arpa, 2026.